



## Histoire d'une militante

Présidente de la commission fédérale des pensionnés et de la commission des pensionnés de Bruxelles, Lydie Trimborn remet son mandat en 2008, après des dizaines d'années de militantisme.

Lydie est née à Bruxelles dans une famille francophone de libres-penseurs, une famille laïque. Son ouverture d'esprit, son sens de la critique, son intérêt pour autrui, son écoute des autres sont autant de valeurs avec lesquelles elle a grandi et que sans surprise elle porte très haut. Institutrice de formation et diplômée d'une école de Laeken, elle est habilitée à enseigner tant en néerlandais qu'en français.

Nous l'avons rencontrée, un sombre jour de février 2011, au Musée National de la Résistance à Anderlecht.

Elle nous fait le récit de sa vie :

« En 1938, je décroche mon premier emploi dans une école anversoise où j'enseigne à des enfants juifs qui ont fui leurs pays occupés par les nazis. Pour ce faire, je ne reçois qu'une indemnité, pas de traitement.

La même année, je m'affilie au syndicat socialiste : jusqu'à ce que les syndicats soient dissous par l'occupant allemand et remplacés par l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels. J'ai refusé de m'affilier à cette Union. En 1939, je quitte cette école dans le but d'aller enseigner à Bruxelles.

La guerre éclate chez nous peu de temps après. En mai 1940, la Belgique est envahie et il devient de plus en plus difficile de trouver un emploi. Reste le privé : à 800 BEF (20 euro) par mois pour 52 heures par semaine, dans des locaux mal chauffés. J'y resterai jusqu'en juin 1943 lorsque, après mon divorce, je me retrouve seule avec un jeune enfant. Dénoncée par mon employeur à l'autorité allemande, je suis convoquée pour le travail obligatoire en Allemagne. Grâce à mes relations dans la communauté laïque, j'arrive à obtenir une « carte de légitimation » qui me permettra d'aller travailler au Service du Ravitaillement de la population belge.

C'est là que j'ai commencé mes activités de militante politique clandestine (Solidarité/Solidariteit, Front de l'Indépendance/Onafhankelijkheidsfront). A la libération, en septembre 1944, je m'affilie aux comités de lutte syndicale au sein du Syndicat unique et je deviens membre du Parti Communiste. Entre-temps, la Commission d'épuration, chargée d'examiner l'attitude des fonctionnaires pendant l'occupation, était à pied d'œuvre. J'ai dû moi aussi me justifier, tout comme mes collègues du Service de Ravitaillement. Etant donné mes activités au sein de la résistance, j'ai reçu le « certificat de fiabilité ». Et j'ai même été désignée comme rapporteur de la commission.

Après le congrès de fusion de 1945, je deviens membre de la CGSP et, en 1946, je m'affilie au Secteur Ministères.

Au début, la rivalité entre communistes et socialistes ne facilite pas le fonctionnement syndical. Avec Charles Crèvecoeur (qui deviendra plus tard secrétaire général de la CGSP) et quelques amis, nous nous réunissons le soir, souvent le dimanche, à L'Elysée, près de l'actuelle Maison des Huit Heures, place Fontainas. Ce fut une période d'intense activité qui me convenait bien.

En décembre 1948, je troque le Ministère du Ravitaillement pour le greffe du Ministère de la Reconstruction où je suis chargée de constituer les dossiers de « reconnaissance nationale » (résistants, réfractaires et travailleurs obligatoires).

Les années d'après guerre furent des années mouvementées.

En 1950, en pleine question royale, je me joins à beaucoup d'autres camarades pour m'opposer au retour sur le trône de Léopold III. Les actions que nous menons à l'époque sont, cependant, davantage politiques que syndicales.

En 1955, le gouvernement Van Acker doit faire face à la guerre scolaire. La signature du pacte scolaire en 1959 me laissera toujours un goût amer parce que je trouve que l'enseignement catholique en fin de comptes en est sorti vainqueur.



En décembre 1960, éclate la grande grève contre la loi unique. Je venais de me remarier. Nous passerons toute cette période à faire grève et à participer aux actions. Une période de lutte, au jour le jour, de l'aube au crépuscule, une période émaillée de confrontations avec les gendarmes à pied ou à cheval, de piquets de grève, de manifestations matées par des gendarmes en furie et, pour couronner le tout, des réunions journalières pour évaluer la situation. Ce sont ces événements marqués par une franche camaraderie et solidarité qui ont fait poindre en moi l'envie d'être une vraie militante combative. Mais, pour les grévistes, ce fut une période très dure : excepté une indemnité unique de 500 BEF (12,50 euro), nous n'avions aucun revenu et ce, en plein cœur de l'hiver.

La grève des femmes de la FN Herstal en 1966 a relancé le syndicalisme féminin. Des commissions de femmes ont été constituées tant à la FGTB qu'à la CGSP et au secteur Ministères pour défendre les droits des femmes. J'ai fait partie de ces commissions. A la CGSP, nous avons œuvré en faveur d'actions positives pour les femmes dans les services publics. Je suis persuadée que nous y avons fait du bon travail.

En 1965, je passe au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat où je vais créer le comité syndical et développer les activités syndicales. J'y serai nommée au grade de conseiller adjoint, grade que je conserverai jusqu'à mon admission à la retraite en 1980.

Ma retraite, je ne l'ai toutefois jamais regrettée. Au contraire. Cela m'a permis de m'adonner de façon encore plus intense au travail syndical, en particulier pour les pensionnés.

Mais en 2008, au moment de remettre mes derniers mandats syndicaux, j'avais le cœur gros. Je ne regrette rien. Au contraire. Je suis ravie de ce que j'ai fait.